

N° 5193⁴

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

relative à la garantie de conformité due par le vendeur de biens meubles corporels portant transposition de la Directive 1999/44/CE du Parlement et du Conseil du 25 mai 1999 sur certains aspects de la vente et des garanties des biens de consommation et modifiant la loi modifiée du 25 août 1983 relative à la protection juridique du consommateur et l'article 1648 du Code civil

* * *

**AMENDEMENT ADOPTE PAR LA COMMISSION DE L'ECONOMIE,
DE L'ENERGIE, DES POSTES ET DES TRANSPORTS**

**DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES
AU PRESIDENT DU CONSEIL D'ETAT**

(10.2.2004)

Monsieur le Président,

Conformément à l'article 19 (2) de la loi portant réforme du Conseil d'Etat, j'ai l'honneur de vous soumettre ci-après un amendement au projet de loi sous rubrique adopté par la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Transports dans sa réunion du 10 février 2004.

Amendement

L'alinéa 3 de l'article 8 du projet de loi (article 7 après renumérotation suite à la remarque du Conseil d'Etat que l'article 6 est superfétatoire) est supprimé.

Motivation

Suite aux remarques soulevées par la Chambre des Métiers et par la Chambre de Commerce dans leur avis commun du 20 janvier 2004, l'article 8 a été ré-analysé. Il s'est alors avéré que la lecture conjointe des alinéas 2 et 3 conduit à une incohérence. Par conséquent, pour assurer la cohérence de l'article 8, il est proposé de supprimer l'alinéa 3.

Contrairement à l'alinéa 1er qui transpose l'article 7, premier paragraphe de la Directive, ni l'alinéa 2, ni l'alinéa 3 ne sont imposés par la Directive.

Selon l'article 8, alinéa 2, une clause par laquelle le consommateur déclare avoir eu connaissance des défauts au moment de la conclusion du contrat en précisant la nature de ce défaut est valable. Lorsque le consommateur a donc signé une telle convention, le vendeur connaît le défaut. L'alinéa 2 constitue une dérogation au principe formulé à l'alinéa 1er. Préciser à l'alinéa 3 que le vendeur ne peut pas se voir opposer une clause signée conformément à l'alinéa 2 aurait comme résultat absurde que la clause signée conformément à l'alinéa 2 serait invalidée par l'alinéa 3.

*

Considérant que l'évacuation du projet de loi sous rubrique revêt un caractère urgent, vu l'imminence d'un prononcé de la Cour de Justice des Communautés Européennes, je vous saurai gré d'émettre votre avis complémentaire dans un bref délai.

Une nouvelle version coordonnée du projet de loi est annexée à la présente, à titre indicatif.

Copie de la présente est envoyée pour information au Ministre des Relations avec le Parlement et au Ministre de l'Economie.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération très distinguée.

Jean SPAUTZ

Président de la Chambre des Députés

*

NOUVELLE VERSION COORDONNEE DU PROJET DE LOI

Art. 1er. *Champ d'application*

Les dispositions des articles 1 à 10 de la présente loi s'appliquent aux contrats de vente de biens meubles corporels conclus entre vendeur et consommateur. Pour les besoins de la présente loi, les contrats de fourniture de biens meubles à fabriquer ou à produire sont assimilés à des contrats de vente.¹

Elles ne s'appliquent pas aux biens vendus par autorité de justice, à l'électricité, à l'eau et au gaz lorsqu'ils ne sont pas conditionnés dans un volume délimité ou en quantité déterminée.

Art. 2. *Définitions*

On entend par:

- 1° vendeur: une personne physique ou morale qui agit dans le cadre de son activité professionnelle ou commerciale;
- 2° consommateur: une personne physique qui agit à des fins qui n'ont pas de rapport direct avec son activité professionnelle ou commerciale;
- 3° producteur: le fabricant d'un bien meuble corporel, l'importateur de ce bien sur le territoire de l'Union européenne ou toute personne qui se présente comme producteur en apposant sur le bien son nom, sa marque ou un autre signe distinctif.

Art. 3. *L'obligation de délivrance conforme*

Le vendeur est tenu de livrer un bien conforme au contrat et répond des défauts de conformité existant lors de la délivrance, quand même il ne les aurait pas connus.

Le vendeur répond des défauts de conformité résultant de l'emballage, des instructions de montage ou de l'installation lorsque celle-ci a été mise à sa charge par le contrat ou a été effectuée sous sa responsabilité.

Le vendeur est également tenu par les déclarations publiques qui émanent du producteur ou de son représentant à moins qu'il ne démontre qu'il ne connaissait pas, et n'était pas raisonnablement en mesure de connaître, la déclaration en cause.

Art. 4. *La conformité*

Pour être conforme au contrat, le bien doit, selon le cas:

- a) présenter les caractéristiques que les parties ont définies d'un commun accord;
- b) être propre aux usages auxquels servent habituellement les biens du même type;
- c) correspondre à la description donnée par le vendeur et posséder les qualités que celui-ci a présentées au consommateur sous forme d'échantillon ou de modèle;
- d) être propre à tout usage spécial recherché par le consommateur, que celui-ci a porté à la connaissance du vendeur lors de la conclusion du contrat, sans que ce dernier ait exprimé de réserve;
- e) présenter les qualités qu'un consommateur peut raisonnablement attendre eu égard aux déclarations publiques faites par le vendeur dans la publicité ou l'étiquetage.

¹ Proposition du Conseil d'Etat, voir page 2 sous l'article 1 de l'avis.

Le consommateur ne peut contester la conformité en invoquant un défaut qu'il connaissait ou ne pouvait ignorer lors de la délivrance du bien. Il en va de même lorsque le défaut affecte les matériaux qu'il a lui-même fournis.

Art. 5. Droits du consommateur

(1) En cas de défaut de conformité, le consommateur a le choix de rendre le bien et de se faire restituer le prix ou de garder le bien et de se faire rendre une partie du prix. Il n'y a pas lieu à résolution de la vente ni à réduction du prix si le vendeur procède au remplacement ou à la réparation du bien. La résolution de la vente ne peut être prononcée si le défaut de conformité est mineur.

(2) Au lieu d'exercer l'option ouverte par le paragraphe 1er, le consommateur est en droit d'exiger du vendeur, sauf impossibilité ou disproportion la mise en conformité du bien. Il peut choisir entre la réparation ou le remplacement, à moins que l'une de ces solutions ne constitue par rapport à l'autre une charge excessive pour le vendeur.

La mise en conformité doit avoir lieu dans le mois à partir du jour où le consommateur a opté pour la mise en conformité. Passé ce délai, le consommateur peut rendre le bien et se faire restituer le prix ou garder le bien et se faire restituer une partie du prix.

La mise en conformité a lieu sans aucun frais ni inconvénient majeur pour le consommateur, compte tenu de la nature du bien et de l'usage spécial recherché par le consommateur.

Le vendeur est, en outre, tenu de tous les dommages et intérêts envers le consommateur.

Art. 6². Action en garantie

Pour mettre en œuvre la garantie légale du vendeur, le consommateur doit, par un moyen quelconque, lui dénoncer le défaut de conformité dans un délai de deux³ ans à compter de la délivrance du bien. Aucune prescription ne peut être acquise avant l'expiration de ce délai.

Le consommateur est déchu de son action en garantie à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la dénonciation prévue à l'alinéa qui précède, sauf au cas où il aurait été empêché de la faire valoir par suite de la fraude du vendeur.

Le délai de déchéance est encore interrompu par tous pourparlers entre le vendeur et l'acheteur. Le délai de déchéance est encore interrompu par une assignation en référé ainsi que par toute instruction judiciaire relative au défaut.

Un nouveau délai d'un an prend cours au moment où le vendeur aura notifié au consommateur, par lettre recommandée, qu'il interrompt les pourparlers ou que le consommateur est informé de la clôture de l'instruction.

Après l'expiration du délai de deux ans le consommateur ne peut plus se prévaloir du défaut du bien, même par voie d'exception. Le consommateur peut toutefois, s'il n'a pas acquitté le prix et à condition d'avoir régulièrement dénoncé le défaut, opposer, comme exception contre la demande de paiement, une demande en réduction de prix ou en dommages et intérêts.

Sauf preuve contraire, les défauts de conformité qui apparaissent dans un délai de six mois à partir de la délivrance du bien sont présumés exister au moment de la délivrance.

Pour les biens d'occasion, le vendeur et le consommateur peuvent convenir par une clause contractuelle écrite individuellement négociée une durée de garantie plus courte que la garantie légale de deux ans sans que cette durée puisse être inférieure à un an. En matière automobile, une telle réduction n'est valable que si la première mise en circulation a eu lieu il y a plus d'une année.

Art. 7. Conventions limitatives de responsabilité

Les conventions conclues avant que le consommateur n'ait formulé sa réclamation, qui écartent ou limitent directement ou indirectement les dispositions de la présente loi sont interdites et réputées non écrites.

² Proposition du Conseil d'Etat, voir page 3 de l'avis.

³ Proposition du Conseil d'Etat, voir page 3 de l'avis.

Toutefois, une convention par laquelle le consommateur déclare avoir eu connaissance des défauts au moment de la conclusion du contrat en précisant la nature de ce défaut, est valable.⁴

Art. 8. Droits résultant du Code civil

Les dispositions qui précèdent ne privent pas le consommateur du droit d'exercer l'action résultant des vices rédhibitoires telle qu'elle résulte des articles 1641 et suivants du Code civil, ou toute autre action de nature contractuelle ou extra-contractuelle qui lui est reconnue par la loi.

Art. 9. Action en cessation

Le magistrat présidant la Chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale à la requête des organisations visées par la loi du 19 décembre 2003 fixant les conditions d'agrément des organisations habilitées à intenter des actions en cessation peut ordonner toute mesure destinée à faire cesser tout acte contraire aux dispositions de la présente loi.

L'action en cessation est introduite et jugée comme en matière de référé conformément aux articles 932 à 940 du nouveau code de procédure civile.

Sont également applicables les articles 2059 à 2066 du Code civil.

L'affichage de la décision peut être ordonné à l'intérieur ou à l'extérieur des installations de vente du contrevenant et aux frais de celui-ci. La décision précise la durée de l'affichage et elle peut également ordonner la publication, en totalité ou par extrait aux frais du contrevenant, par la voie des journaux ou de toute autre manière.

Il ne peut être procédé à l'affichage et à la publication qu'en vertu d'une décision judiciaire coulée en force de chose jugée.

Tout manquement aux injonctions ou interdictions portées par une décision judiciaire prononcée en vertu du présent article et coulée en force de chose jugée est puni d'une amende de 251 à 50.000 euros.

Art. 10. Loi applicable

Lorsque la loi qui régit le contrat est celle d'un Etat non membre de l'Union européenne, il sera impérativement fait application des dispositions de la présente loi si le consommateur a sa résidence habituelle dans l'Union européenne et que le contrat a été proposé, conclu et exécuté sur le territoire d'un Etat membre de l'Union.⁵

Art. 11. Modifications de la loi modifiée du 25 août 1983 relative à la protection juridique du consommateur

La loi modifiée du 25 août 1983 relative à la protection juridique du consommateur est modifiée comme suit⁶:

1° L'article 2, point 1° est remplacé par le texte suivant:

„1.° Les clauses excluant ou limitant la garantie légale en cas de vice caché ou de défaut de conformité.“

2° L'article 3 est modifié comme suit:

„3. Lorsque la loi qui régit le contrat est celle d'un Etat non membre de l'Union européenne, il sera impérativement fait application des dispositions de la présente loi si le consommateur a sa rési-

4 Suite aux remarques soulevées par la Chambre des Métiers et par la Chambre de Commerce dans leur avis commun du 20 janvier 2004, l'article 8 a été ré-analysé. Il s'est alors avéré que la lecture conjointe des alinéas 2 et 3 conduit à une incohérence. Par conséquent, pour assurer la cohérence de l'article 8, il est proposé de supprimer l'alinéa 3.

Contrairement à l'alinéa 1 qui transpose l'article 7, premier paragraphe de la Directive, ni l'alinéa 2, ni l'alinéa 3 ne sont imposés par la Directive.

Selon l'article 8, alinéa 2, une clause par laquelle le consommateur déclare avoir eu connaissance des défauts au moment de la conclusion du contrat en précisant la nature de ce défaut est valable. Lorsque le consommateur a donc signé une telle convention, le vendeur connaît le défaut. L'alinéa 2 constitue une dérogation au principe formulé à l'alinéa 1er. Préciser à l'alinéa 3 que le vendeur ne peut pas se voir opposer une clause signée conformément à l'alinéa 2 aurait comme résultat absurde que la clause signée conformément à l'alinéa 2 serait invalidée par l'alinéa 3.

5 Proposition du Conseil d'Etat, voir page 4 de l'avis.

6 Proposition du Conseil d'Etat, voir page 5 de l'avis.

dence habituelle dans l'Union européenne et que le contrat a été proposé, conclu et exécuté sur le territoire d'un Etat membre de l'Union⁷.

Le présent article ne s'applique pas:

- a) au contrat de transport,*
- b) au contrat de fourniture lorsque les services dus au consommateur doivent être fournis exclusivement dans un pays autre que celui dans lequel il a sa résidence habituelle.*

Il s'applique néanmoins au contrat offrant pour un prix global des prestations combinées de transport et de logement.“

3° L'article 11 est modifié comme suit:

„11. (1) Constitue une garantie commerciale au sens de la présente loi, tout engagement d'un vendeur, d'un producteur ou de tout autre professionnel à l'égard d'un consommateur,

- de rembourser le prix payé*
- ou de remplacer, de réparer la chose*
- ou de garantir la conformité de la chose ou du service à toutes les prescriptions ou engagements mentionnés dans la déclaration de garantie ou dans tout document publicitaire*
- ou de s'occuper d'une façon quelconque de la chose si elle ne correspond pas aux caractéristiques et qualités énoncées dans la déclaration de garantie ou dans la publicité y afférente.*

(2) Une garantie commerciale doit:

- (a) indiquer en termes clairs et compréhensibles son contenu et les éléments essentiels nécessaires à sa mise en oeuvre, notamment sa durée et son étendue territoriale, ainsi que l'adresse du garant;*
- (b) indiquer la durée de la garantie légale et indiquer qu'elle ne fait pas obstacle à l'application des dispositions de la loi du ... relative à la garantie de conformité et des dispositions du Code civil relatives à la garantie.*

(3) La garantie est remise au consommateur par écrit ou se présente sous un autre support durable, mis à sa disposition et auquel il a accès, en français ou en allemand selon le choix du consommateur⁸. Par support durable, on entend tout instrument qui permet au consommateur de stocker des informations qui lui sont adressées personnellement d'une manière permettant de s'y reporter aisément à l'avenir pendant un laps de temps adapté aux fins auxquelles les informations sont destinées et qui permet la reproduction à l'identique des informations stockées.

(4) Le manquement à l'une des prescriptions figurant aux paragraphes 2 et 3 n'affecte pas la validité de la garantie commerciale dont le consommateur demeure en droit de se prévaloir.“

4° L'article 13 est modifié comme suit:

„13. Il est institué auprès du Ministre ayant l'économie dans ses attributions un organisme consultatif dénommé Conseil de la consommation composé de manière paritaire et comprenant, outre quatre représentants du gouvernement, quatre délégués des organisations protectrices des intérêts collectifs des consommateurs agréées conformément à l'article 1er de la loi du 19 décembre 2003 relative aux actions en cessation ainsi que quatre représentants des organisations patronales. Il a pour mission:

- de promouvoir l'échange de vues entre le gouvernement, des organisations protectrices des intérêts collectifs des consommateurs agréées conformément à l'article 1er de la loi du 19 décembre 2003 fixant les conditions d'agrément des organisations habilitées à intenter des actions en cessation, et des organisations patronales;*
- de favoriser la concertation entre les représentants des intérêts des consommateurs et les délégués des organisations patronales pour tous les problèmes relevant du domaine de la protection des consommateurs;*
- d'étudier et d'émettre, à la demande du Ministre ayant l'économie dans ses attributions, des avis sur les questions lui soumises.*

⁷ Proposition du Conseil d'Etat, voir page 4 de l'avis.

⁸ Proposition du Conseil d'Etat, voir page 5 de l'avis.

Un règlement grand-ducal déterminera la composition exacte et le mode de fonctionnement du Conseil de la consommation.“

Art. 12. Applicabilité de la loi

Les dispositions de la présente loi sont applicables à tous les contrats conclus après l'entrée en vigueur de la présente loi et le consommateur a la faculté d'invoquer la présente loi pour tous les contrats conclus depuis le 1er janvier 2002 pour autant qu'ils tombent dans le champ d'application de la présente loi.

Art. 13. Référence

La référence à la présente loi pourra se faire sous une forme abrégée en utilisant les termes „Loi du ... relative à la garantie de conformité“.

